

**LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
MISES EN ŒUVRE PAR LES ONG ET LEUR
PERFORMANCE**

**THE POVERTY ALLEVIATION POLICIES IMPLEMENTED
BY NGOs AND THEIR PERFORMANCE**

RAKOTONIARY Nantenaina

Doctorante

Université de Toliara

École doctorale : Lettres, humanités et Indépendances Culturelles

RATOLOJANAHARY Fetra Tojoso

Enseignant - chercheur

Maître de conférences

Université de Toamasina

Date de soumission: 19/04/2025

Date d'acceptation: 12/05/2025

Pour citer cet article :

RAKOTONIARY. N. & RATOLOJANAHARY. F. T. (2025) «LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE MISES EN ŒUVRE PAR LES ONG ET LEUR PERFORMANCE», Revue Internationale du chercheur «Volume 6 : Numéro 2» pp : 232-249

Résumé

La pauvreté, touchant plus de 700 millions de personnes vivant avec moins de 2,15 dollars par jour est un défi majeur auquel les ONG répondent par des stratégies variées, alignées sur les Objectifs de développement durable (ODD). Cependant, leurs résultats restent souvent mitigés, comme le montrent les limites des programmes de microfinance. La problématique : Pourquoi certaines stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG sont-elles privilégiées, créant un déséquilibre dans le développement, alors que leur diversité pourrait favoriser un développement intégré et holistique pour les clients pauvres ruraux et urbains ? La question principale est : « Comment se manifeste la performance des stratégies de lutte contre la pauvreté des ONG pour répondre aux besoins des clients défavorisés, ruraux ou urbains ? » l'objectif général : identifier, examiner et expliquer les stratégies de lutte la pauvreté des ONG pour répondre aux besoins des clients pauvres, tout en évaluant leur prépondérance et leur performance. Les résultats attendus : Identifier et expliquer les catégories de stratégies déployées par les ONG ; déterminer les stratégies dominantes, leurs raisons et évaluer leur performance actuelle. La méthodologie : l'étude analyse les stratégies des ONG, comme la microfinance, l'éducation et la santé, en examinant leur complémentarité et leur impact à Madagascar. Elle s'appuie sur une revue de littérature et une analyse contextuelle des politiques, incluant les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), pour évaluer leur pertinence, efficacité et viabilité dans la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle.

Mots-clés : Pauvreté ; ONG ; Stratégies ; Performance

Summary

Poverty, affecting over 700 million people living on less than \$2.15 per day, is a major challenge that NGOs address through diverse strategies aligned with the Sustainable Development Goals (SDGs). However, their outcomes are often mixed, as evidenced by the limitations of microfinance programs. The problem: Why are certain poverty alleviation strategies implemented by NGOs prioritized, creating developmental imbalances, when their diversity could promote integrated and holistic development for poor rural and urban clients? The main question is: "How is the performance of NGOs' poverty alleviation strategies manifested in meeting the needs of disadvantaged rural and urban clients?" The general objective: to identify, examine, and explain NGOs' poverty alleviation strategies to address the needs of poor clients, while assessing their predominance and performance. Expected results: to identify and explain the categories of strategies deployed by NGOs; to determine the dominant strategies, their reasons, and evaluate their current performance. Methodology: The study analyzes NGO strategies, such as microfinance, education, and health, examining their complementarity and impact in Madagascar. It relies on a literature review and contextual analysis of policies, including Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs), to assess their relevance, effectiveness, and sustainability in combating multidimensional poverty.

Keywords: Poverty; NGOs; Strategies; Performance

Introduction

À Madagascar, la pauvreté reste un défi majeur, avec environ 75 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour en 2022. (mondiale., 2023). La pauvreté, définie par l'ONU comme l'incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation), touche plus de 700 millions de personnes vivant avec moins de 2,15 dollars par jour (mondiale, 2023). Cependant, les résultats sont contrastés, comme le soulignent des études montrant que les programmes de microfinance, peuvent améliorer l'accès au crédit mais ne garantissent pas toujours une sortie durable de la pauvreté (Banerjee, 2015). Sur le plan politique, il est courant d'utiliser dans de nombreux endroits (notamment en Afrique) les DSRP, qui sont des documents définissant les stratégies de réduction de la pauvreté, élaborés par les gouvernements des pays à faibles revenus après une large consultation avec l'ensemble des secteurs sociaux. Ce taux, qui a augmenté au fil des décennies, est aggravé par des crises politiques récurrentes, des catastrophes climatiques fréquentes et une économie marquée par une récession quasi continue (Razafindrakoto, 2003). Les stratégies adoptées par les organisations du secteur humanitaire pour lutter contre la pauvreté sont variées et multiples. Elle représente l'une des trois dimensions fondamentales, aux côtés des dimensions économiques et environnementales» (Godinot, 2010). Dans le cadre du travail des ONG, il existe des nombreuses stratégies de lutte contre la pauvreté et leurs modes d'opérationnalisation sont éclairés à travers les objectifs du millénaire pour le développement et dans les actuels Objectifs pour le développement durable. Pourtant dans le cadre des ONG du secteur, toute stratégie de lutte doit être originale, adaptée, réaliste, efficace, efficiente, viable et surtout pertinente (Hamuli. & Shuku, 2003) et les acteurs du domaine le savent bien. Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté, en complément des politiques étatiques souvent limitées par des capacités administratives et financières faibles (Cling, 2003). Pourtant on pourrait profiter de leur diversité pour faciliter l'évolution vers un véritable développement intégré et holistique de ces clients pauvres ruraux et urbains. En effet la question principale qui se pose est la suivante : « Comment se manifeste actuellement la performance des stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par ces ONG pour répondre aux besoins et attentes des clients défavorisés, qu'ils soient ruraux ou urbains ? Pour clarifier cette problématique, deux questions spécifiques de recherche ont été formulées : Quelles sont les stratégies de lutte contre la pauvreté déployées par les ONG pour répondre

aux besoins et attentes des clients pauvres ruraux et urbains dans le périmètre de cette étude ? L'objectif global de cette recherche a été d'identifier, d'examiner et d'expliquer les stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG pour satisfaire les besoins de leurs clients pauvres, qu'ils soient ruraux ou urbains. Il s'agissait également de dégager leur prépondérance et d'évaluer dans quelle mesure elles sont performantes. Plus spécifiquement, la recherche s'est attelée à deux tâches principales : identifier les grandes catégories de stratégies de lutte mises en œuvre par les ONG pour satisfaire les besoins de leurs clients pauvres, tant en milieu rural qu'urbain, dans le cadre de cette étude. Déterminer lesquelles de ces stratégies pour répondre aux besoins des clients est prépondérantes par rapport aux autres, en justifiant ces choix, tout en évaluant leur performance actuelle.

Pour mettre en œuvre cette hypothèse, cet article les stratégies mises en place par les ONG pour répondre aux besoins des clients pauvres, qu'ils soient ruraux ou urbains, englobent une multitude de catégories sur le terrain et se complètent mutuellement, même si leurs résultats demeurent souvent mitigés. Deux résultats étaient escomptés à la fin de cette recherche à ce niveau, à savoir : les stratégies de lutte mises en œuvre par les ONG pour répondre aux besoins de leurs clients défavorisés, qu'ils soient ruraux ou urbains, seront identifiées, reconnues et expliquées ; les stratégies de lutte les plus dominantes pour satisfaire les besoins des clients pauvres, tant en milieu rural qu'urbain, seront déterminées ainsi que les raisons de leur prépondérance, tout en évaluant correctement leur performance. Cette section introduit le premier chapitre concernant les politiques de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG dans le secteur à Madagascar.

1. Matériels et méthodes

1.1. Performance des ONG

La littérature récente souligne la difficulté d'évaluer la performance des ONG à Madagascar en raison de la complexité de la pauvreté multidimensionnelle, qui inclut des dimensions non monétaires comme l'accès à l'éducation, à la santé et à la sécurité alimentaire (Razafindrakoto M. R.-M., 2017) . De plus, les crises politiques récurrentes à Madagascar, comme celles de 2009 et 2021, perturbent la continuité des projets et renforcent le sentiment de dépossession des communautés locales,(Rakotomalala, 2020).Les indicateurs quantitatifs, tels que le nombre de bénéficiaires ou les infrastructures construites, sont souvent privilégiés par les ONG pour répondre aux exigences des donateurs, mais ils ne capturent pas toujours les impacts à long terme (Pérouse de Montclos, 2013) . Le CARE France rapporte des succès

dans l'amélioration de l'accès à l'eau, mais la persistance de la malnutrition infantile (48 % des enfants de moins de 5 ans en 2023, selon UNICEF) indique que les progrès restent limités face à l'ampleur des besoins (UNICEF, 2023)

1.2. Performance, défis politiques et interaction des ONG

La performance des politiques des ONG est difficile à évaluer dans un contexte politique instable. Les ONG mesurent souvent leur impact à travers des indicateurs quantitatifs et qualitatifs mais ces données peinent à refléter les dynamiques politiques sous-jacentes (Montclos, 2013). Les ONG opèrent dans un environnement où les politiques publiques sont souvent incohérentes, en raison de la faible capacité institutionnelle et des luttes de pouvoir. Les ONG tentent d'influencer les politiques à travers des plateformes comme le Groupe de Dialogue sur les Politiques de Développement, mais leur impact reste limité par le manque de volonté politique et la fragmentation des acteurs (Razafindrakoto M. R., 2017).

1.3. Défis et limites

Plusieurs défis majeurs pour les ONG à Madagascar. Premièrement, la coordination entre les ONG, les autorités locales et les bailleurs de fonds reste insuffisante, ce qui entraîne une fragmentation des efforts (Cling J.-P. R., 2018). Deuxièmement, les approches conservationnistes promues par certaines ONG, notamment dans la gestion des aires protégées, entrent parfois en conflit avec les besoins de développement des populations rurales, exacerbant les tensions locales (Rakotomalala, 2020) Troisièmement, l'absence d'indicateurs robustes pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle limite la capacité des ONG à démontrer leur impact à long terme (Randriamanampisoa, 2019). Enfin, les catastrophes climatiques, comme les cyclones Honde et Jude en 2025, aggravent la vulnérabilité des populations et mettent à rude épreuve les capacités d'intervention des ONG (Madagascar-Tribune, 2025).

1.4. Démarche

La démarche de vérification commune à l'hypothèse : les stratégies mises en place par les ONG pour répondre aux besoins des clients pauvres, qu'ils soient ruraux ou urbains, englobent une multitude de catégories sur le terrain et se complètent mutuellement, même si leurs résultats demeurent souvent mitigés.

1.4.1. Revue documentaire ou bibliographique

L'exploration et l'examen de la bibliographie ont consisté à rassembler et à lire attentivement plusieurs documents, tels que des rapports, des ouvrages, des articles, et des comptes rendus de conférences internationales, portant sur les stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre de manière générale et celles spécifiquement appliquées par les ONG opérant dans ce domaine. En ce qui concerne les ONG, une attention particulière a été portée sur les stratégies les plus dominantes qu'elles et leurs partenaires financiers et techniques privilégient, ainsi que sur les raisons qui sous-tendent leurs choix. De plus, l'analyse a également porté sur tous les autres aspects liés à l'évaluation de la performance de ces stratégies.

1.4.2. Présentation de la population cible, modalités d'enquête

Les personnes ciblées comprennent les responsables de gestion des ONG œuvrant à Madagascar dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, ainsi que les chefs de ménage ayant bénéficié de ces initiatives, et d'autres membres de la population qui ont également profité de ces actions à un moment donné. Les modalités d'enquête sont décrites dans la démarche globale de vérification commune à l'hypothèse. Un échantillon constitué de deux sous-catégories. La première catégorie comprend les responsables de la mise en œuvre des programmes au sein des organisations, institutions et structures de développement, qui ont une bonne compréhension des aspects et critères liés à la performance de ces stratégies de lutte et qui sont les mieux placés pour y répondre. La deuxième catégorie d'échantillon est composée de personnes physiques résidant à Madagascar, qui, en tant que bénéficiaires des actions des ONG, peuvent fournir des informations sur l'impact réel des projets et programmes de lutte contre la pauvreté (échantillon secondaire de la recherche) et faciliter la triangulation des points de vue des responsables des ONG.

1.4.3. Taille d'échantillon

Pour déterminer la taille d'échantillon, une formule couramment utilisée en statistique est celle basée sur l'estimation d'une proportion dans une population finie ou infinie. La formule classique pour une population infinie, adaptée aux enquêtes sur les politiques des ONG, est la suivante :

$$n = \frac{Z^2 P(1 - P)}{E^2}$$

Où

- n : Taille de l'échantillon nécessaire.
- Z : Score Z correspondant au niveau de confiance
- P : Proportion attendue dans la population
- E : Marge d'erreur souhaitée (par exemple, 5 % = 0,05)

Donc,

$$n = \frac{1,96^2 \times 0,5(1 - 0,5)}{0,05^2} = 385 \text{ ménages}$$

Alors, la taille de l'échantillon est Arrondie, 385 ménages.

1.5. Matériels de recherche

Cet article porte sur les organisations non gouvernementales de développement (ONG) qui opèrent au Madagascar dans le secteur de lutte contre la pauvreté. La recherche s'est réalisée en province du Madagascar, une Madagascar était divisée administrativement en six provinces, devenues ensuite pour cinq d'entre elles des provinces autonomes. Elles sont subdivisées en régions et sont nommées d'après le nom de la ville siège du chef-lieu.

1.5.1. Justification du choix du sujet de l'article

Ce résultat intitulé « politique de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG et leur performance » est particulièrement pertinent, car il permet aux acteurs du secteur de la lutte contre la pauvreté de dresser un inventaire complet des principales stratégies déployées par ces ONG, dont la catégorisation n'était pas clairement établie. L'article met également en évidence les catégories les plus dominantes, tant en milieu rural qu'urbain, et explore les raisons principales qui sous-tendent cette prévalence dans les deux contextes. Enfin, il évalue la performance de ces stratégies de lutte contre la pauvreté et rend toutes ces découvertes accessibles aux acteurs et décideurs de la province, les aidant ainsi à mieux orienter leurs politiques générales en matière de développement local.

1.5.2. Outils utilisés, démarche de traitement et d'analyse des données

Les logiciels SPSS, XLSTAT et SHYNX PLUS qui ont été mis à profit à ce niveau. La démarche proprement dite de traitement et d'analyse des données est décrite et bien détaillée

dans la démarche globale de vérification commune à toutes les hypothèses de la thèse dans les pages précédentes.

1.5.2.1. Variables et indicateurs analysés

Les principales variables et les indicateurs analysés ont été les suivants (en précisant chaque fois le fait en milieu rural, en milieu urbain et les stratégies communes aux deux milieux) : les stratégies sociales mises en œuvre par les ONG ; les stratégies économiques et financières ; les stratégies d'organisation du travail sur le terrain ; les stratégies environnementales ; les autres stratégies de lutte contre la pauvreté et les autres commentaires pertinents y relatifs.

1.5.2.2. Finalités

On voudrait avoir à la fin une liste des stratégies sociales, économique-financières, environnementales, d'organisation du travail et autres qui sont utilisées par ces ONG dans cette lutte contre la pauvreté. On attend aussi que soit dégagé, à la fin de l'opérationnalisation de cette démarche, l'importance de chaque stratégie en pourcentage ; les relations entre ces stratégies et les catégories des stratégies et leur force.

2. Résultats

Ce point, présente les grands résultats obtenus après traitement et sont relatifs aux stratégies mises en œuvre par les ONG du secteur de lutte contre la pauvreté au Madagascar, à leur prépondérance, aux raisons explicatives de cette prépondérance et à la mesure de la performance de ces stratégies de lutte en milieu rural comme dans celui urbain.

2.1. Les stratégies mises en œuvre par les ONG du secteur de lutte contre la pauvreté à Madagascar

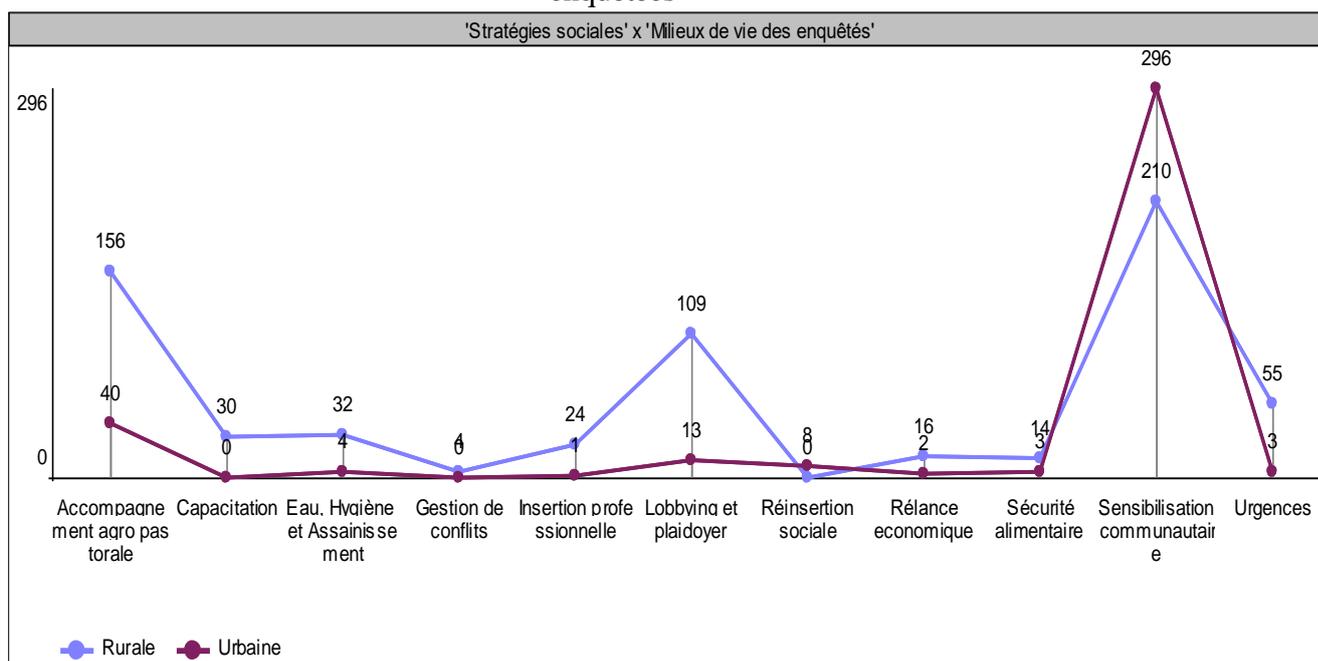
L'objectif ici est de faire l'inventaire des différentes stratégies de lutte contre la pauvreté qui sont déployées sur le terrain, en milieu urbain comme dans celui rural, par les ONG opérant au Madagascar. Mais aussi cette même section établit les relations entre les catégories des stratégies déployées par les ONG et les milieux qui sont habités par les bénéficiaires. A ce niveau, les différentes catégories de stratégies de lutte ont été effectivement énumérées ainsi que leur contenu. Le test d'indépendance de Khi-deux ainsi que le test V de cramer appliqués sur les données collectées, ont permis de vérifier les résultats obtenus. L'illustration a porté soit sur l'existence de l'indépendance (H0) soit de la

dépendance (H1) entre les catégories de stratégies déployées par les ONG pour satisfaire aux besoins de leurs clients pauvres au Madagascar et le milieu (Zone) habité(e) par ceux -ci.

2.1.1. Les stratégies sociales et leur croisement avec le milieu habité

Ici, les stratégies sociales mises en œuvre par ces ONG sont identifiées mais en croisement avec le milieu de vie habité par les personnes enquêtées.

Figure 1 Stratégies sociales et leur croisement avec le milieu habité par les personnes enquêtées



Source : Auteurs, 2024.

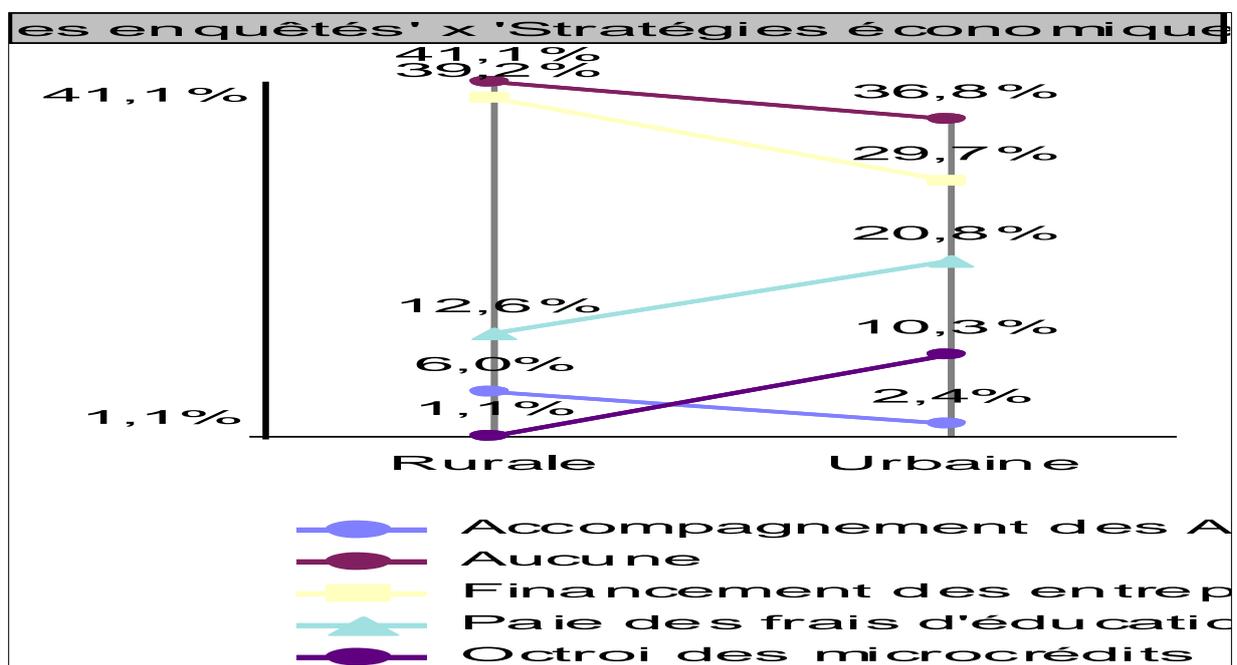
Les principales stratégies sociales sont l'accompagnement agropastoral, la capacitation, l'Eau-Hygiène et Assainissement, la gestion des conflits, la réinsertion professionnelle, le plaidoyer et lobbying, la réinsertion sociale, la sécurité alimentaire, la sensibilisation communautaire. Les stratégies sociales les plus développées sont la sensibilisation communautaire (Plus en milieu urbain qu'en celui rural) et l'accompagnement agro pastoral (Plus en milieu rural) quand les moins développées sont la sécurité alimentaire et la gestion des conflits. Du croisement fait, il s'est dégagé une valeur de Chi2 de 126,14 à 8 degré de liberté avec un p-value 0,000 (La relation est très significative entre les deux variables : stratégies sociales et milieux de vie des clients). On peut donc rejeter l'hypothèse d'indépendance (H0) entre les stratégies sociales de lutte contre la pauvreté, déployées par les ONG au Madagascar et les zones habitées par les bénéficiaires. Autrement dit, il existe une

dépendance (H1) entre ces dernières et les milieux habités mais avec un V de Cramer actuel de 0,1237 (Faible relation).

2.1.2. Les stratégies économico-financières et leur croisement avec le milieu habité par les enquêtés

Ici sont visualisées les stratégies économico-financières qui sont mises en œuvre par ces ONG mais en croisement avec le milieu de vie habité par les enquêtés.

Figure 2 Les stratégies économico-financières en croisement avec les zones habitées par les personnes enquêtées



Source : Auteurs, 2024.

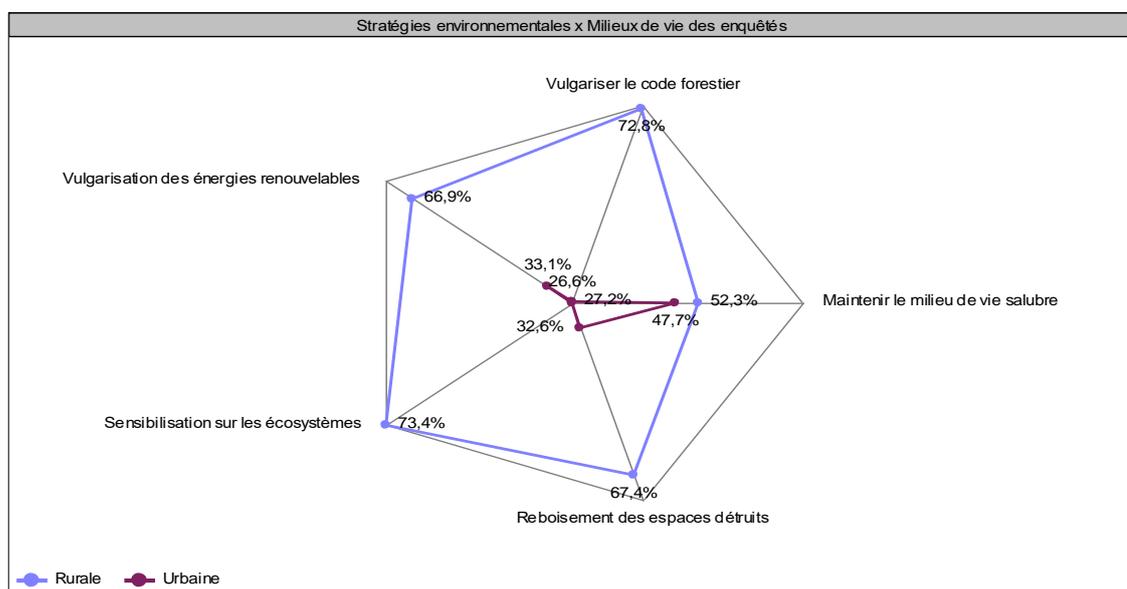
Les stratégies économico-financières sont le financement des petits entrepreneurs, l'octroi des microcrédits, l'accompagnement des avec et la paie des frais d'éducation. Les stratégies économico-financières qui sont plus développées sont le financement des entrepreneurs (Plus en milieu rural qu'en celui urbain), suivi de l'octroi des micro-crédits. La paie des frais d'éducation pour les membres des ménages pauvres bénéficiaires a été la moins développée (Davantage moins en milieu rural qu'en celui urbain). D'après le croisement entre ces deux variables, il s'est dégagé une valeur de Chi² de 65,78 à 4 degré de liberté avec un p-value $\leq 0,1\%$ (la relation est très significative entre les deux variables). On peut donc rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les stratégies économico-financières de lutte contre la pauvreté, déployées par ces ONG les zones habitées par les bénéficiaires. Autrement dit, il

existe une dépendance entre elles et le milieu habité. Le V de cramer est 0,0645 (Relation très faible).

2.2. Les stratégies environnementales et leur croisement avec le milieu

Concernant les stratégies environnementales qui sont mises en œuvre par ces ONG mais en croisement avec le milieu de vie habité par les enquêtés, la situation se présente comme suit :

Figure 3 Les stratégies environnementales de lutte et les zones habitées par les personnes enquêtées



Source : Auteurs, 2024.

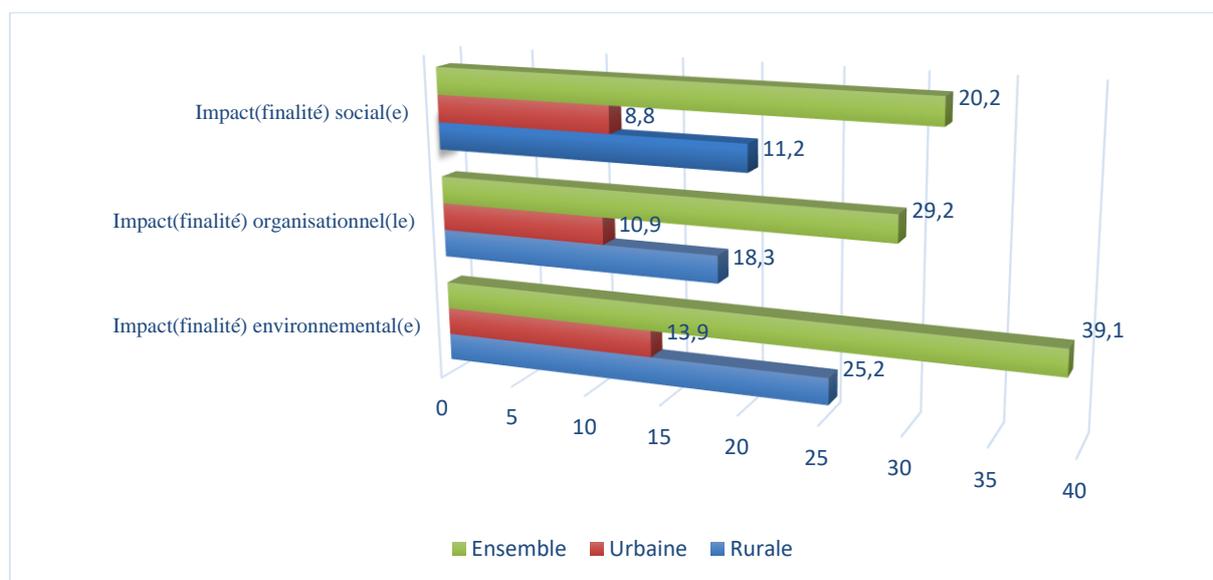
Les principales stratégies environnementales sont le maintien du milieu de vie salubre, la sensibilisation sur les écosystèmes, le reboisement des espaces détruits, la vulgarisation des énergies renouvelables et la vulgarisation du code forestier. La stratégie la plus implémentée est le maintien du milieu de vie salubre (mais plus en milieu rural qu'en ville). La vulgarisation du code forestier est la moins adressée de toutes (mais davantage moins en ville). D'après le croisement ci-dessus, il s'est dégagé une valeur de Chi2 de 35,93 à 4 degrés de liberté avec un p-value $\leq 0,1\%$ (Relation très significative entre les deux variables). On peut donc rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les stratégies environnementales de lutte contre la pauvreté, déployées par les ONG au Madagascar et les zones habitées par les bénéficiaires. Autrement dit, il existe une dépendance entre ces dernières avec un V de cramer actuel de 0,0352 (Relation très faible).

2.3. La prépondérance des stratégies de lutte contre la pauvreté, ses raisons explicatives et mesure de leur performance

La mesure de la performance de ces stratégies intéresse aussi à ce niveau.

Tout en tenant compte des différentes catégories des stratégies de lutte contre la pauvreté (dans les milieux rural et urbain) de déterminer leur prépondérance tout en considérant l'importance des impacts respectifs créés dans les milieux mais aussi l'attention accordée par les PTFs à cette catégorie. Les points de vue des interviewés sur la prépondérance des catégories des stratégies et projets de lutte contre la pauvreté tout en tenant compte de l'importance des impacts respectifs créés sur le terrain et de l'attention y accordée par les PTFs, ont permis de dégager ce qui suit :

Figure 4 Prépondérance des catégories des stratégies et importance des impacts créés dans les milieux



Source : Auteurs, 2024.

La dépendance entre ces regroupements des stratégies et les milieux de vie des enquêtés est très significative avec $\chi^2 = 15,13$, ddl = 3 ; 1-p = 99,83% (comme degré de précision). En résumé la figure ci haut ainsi que les données collectées sur terrain renseigne après leur traitement, que la prépondérance des stratégies économique financières visant l'accroissement des revenus des ménages, a été évaluée au niveau le plus bas suivies de celles sociales. Celles environnementales ont été placées au premier niveau comme étant les plus prépondérantes

actuellement (attirant même le plus, l'attention des PTFs actuellement dans le rayon) suivies en deuxième position de celles liées à l'organisation des clients pauvres ruraux et urbains. Pour faire au moins 50 % et/ou plus, l'importance de l'impact environnemental et de celui organisationnel prises ensemble dans cette hiérarchisation font 68,3%. Cela a poussé le chercheur à confirmer que ce sont les deux catégories qui sont les plus importantes ayant plus d'attention de la part des PTFs ; qui une fois combinées représentent bien les catégories les plus prépondérantes des stratégies- « stratégies environnementales et d'organisation ». Il faut noter que c'est ce focus qui oriente même actuellement le choix stratégique des PTFs appuyant les ONG opérant au Madagascar dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Et quand bien même, s'il faut considérer les impacts séparément, celui environnemental vient en tête, suivi de celui organisationnel.

2.4. Mesure de la performance des stratégies de lutte contre la pauvreté

L'objectif ici est de mesurer et de faire des commentaires concernant le degré de performance des stratégies de lutte contre la pauvreté qui sont déployées sur le terrain (en milieu urbain et rural) par les ONG opérant au Madagascar dans le secteur tout en tenant compte de la validité, de la fiabilité de l'échelle construite ci avant ainsi que du modèle de mesure et des valeurs propres des composantes significatives qui ont été retenues après purification. Globalement l'analyse factorielle exploratoire en utilisant la méthode ACP. Après cette analyse, il a été ensuite examiné « les communalités » (valeur totale d'information tirée dans une variable) de chaque item et il a été supprimé chaque item ayant une communalité inférieure à 0,5. Le pourcentage de variance expliquée par ces composantes a été satisfaisant comme (89,896 %).

Tableau 1 Valeurs propres et pourcentage de la variance expliquée de composantes significatives

Composantes	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements			Sommes de rotation du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	43,827	76,889	76,889	43,827	76,889	76,889	18,767	32,924	32,924
2	4,423	7,760	84,649	4,423	7,760	84,649	16,477	28,908	61,832
3	1,695	2,974	87,62	1,695	2,974	87,62	12,03	21,10	82,939

			3			3	1	7	
4	1,296	2,273	89,89 6	1,296	2,273	89,89 6	3,966	6,957	89,896
Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.									

Source : Auteurs, 2024.

Le tableau montre que la première composante explique 76,889 % de la variance totale, qu'est de 89,896 %. La deuxième composante, quant à elle, explique 7,760 % de cette variance. La troisième composante représente 2,974 %, tandis que la dernière en explique 2,273 %. Les valeurs propres et les pourcentages de variance expliquée des composantes significatives retenues après toutes les itérations de l'analyse en composantes principales (ACP) peuvent être clairement visualisés à travers le graphique d'effondrement, qui offre une représentation plus explicite de la situation.

3. Discussions

Les préoccupations ont consisté à examiner, à partir des résultats de la collecte de données, la question initiale relative à la performance actuelle des stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG pour répondre aux besoins et attentes des populations pauvres, tant rurales qu'urbaines.

3.1. Stratégies de lutte qui sont mises en œuvre à Madagascar

L'examen des résultats obtenus a indiqué que les stratégies qui sont mises en œuvre par les ONG au Madagascar ont nombreuses, diversifiées mais aussi complémentaires en milieu rural et urbain. Elles sont soit sociales (Capacitation, Eau-Hygiène et Assainissement, Gestion de conflits, insertion socio- professionnelle, Lobbying et plaidoyer, Sensibilisation communautaire) ; soit économique financières (Accompagnement agro pastoral et sécurité alimentaire, Accompagnement des avec , Financement des entrepreneurs , Octroi des microcrédits) ; soit elles sont liées à l'organisation du travail (Organisation des conférences, Organisation des diverses formations ,Organisation des journées de réflexion, Organisation des séminaires) ; soit environnementales (Maintien du milieu de vie salubre , Reboisement des espaces détruits, Sensibilisation sur les écosystèmes, Vulgarisation des énergies renouvelables, Vulgarisation du code forestier) ; soit elles sont d'autre nature. Pour toutes ces quatre grandes catégories des stratégies de lutte, les niveaux de signification du test de Khi-deux sont inférieurs à 0,05 ou 5%. Donc il existe une relation très significative de dépendance entre ces stratégies qui sont déployées par les ONG pour satisfaire aux besoins des clients pauvres au Madagascar, prises une à une et le milieu (Zone) habitée(e). Mais les résultats

présentent des V de Cramer qui montrent malheureusement qu'actuellement cette relation reste faible, si pas très faible en réalité sur le terrain et qu'il n'y a rien de consistant pour les clients.

3.2. La prépondérance des stratégies, ses raisons explicatives et l'évaluation de la performance de ces stratégies de lutte

Les préoccupations restent les mêmes que pour le titre discuté ci haut concernant les stratégies déployées sur le terrain par ces ONG, mais ici l'essentiel du débat est concentré sur la détermination de la prépondérance de ces stratégies de lutte ainsi que les principales raisons qui l'expliquent. En même temps un focus est mis sur la mesure de la performance de ces stratégies de lutte contre la pauvreté au Madagascar. Le débat sur la question est éclairé à ce niveau aussi par les principaux résultats collectés sur le terrain et traités quant à ce. C'est cet ensemble qui a permis aussi de vérifier l'hypothèse de recherche concernée à la fin de l'étude.

Les résultats, permettent de constater que les points de vue des interviewés versus hiérarchisation des impacts en fonction desquels sont orientés (chez les PTFs) et conçus les grandes actions et projets de lutte vont dans le sens que la catégorie des stratégies économique financières a été évalué au niveau le plus bas (en terme d'importance) suivie de celle des stratégies sociales. Quoique toujours à un bas niveau, les stratégies liées à l'organisation des clients pauvres ruraux et urbains ont été évaluées à 29,2 % en termes d'impact et celles environnementales l'ont été à 39,1%. L'importance de l'impact environnemental et de celui organisationnel pris (hiérarchiquement) ensemble font 68,3%. Ce sont les deux catégories les plus privilégiées, qui une fois combinées représentent bien les catégories les plus prépondérantes des stratégies-« stratégies environnementales et d'organisation ». Quant aux raisons justificatives, les mêmes résultats permettent de faire valoir que le renforcement des capacités a été considéré comme la plus grande raison suivie de la protection de l'environnement mais avec des différences plus grandes en ville qu'en milieu rural. Les résultats ont fait allusion à bien d'autres raisons explicatives.

Il s'est dégagé une valeur de Chi² de 84,85 à 10 ddl avec un p-value $\leq 0,1\%$ qui a permis de rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les raisons de prépondérance des stratégies de lutte, déployées par les ONG au Madagascar et les zones habitées par les bénéficiaires. Autrement dit, il existe une certaine dépendance entre ces deux variables et elles sont aussi complémentaires.

Concernant la prépondérance des stratégies environnementales et d'organisation à la base, quelques Auteurs ont confirmé plutôt d'autres priorités que celles-là dégagées par les résultats de cette recherche. L'organisation Belge (2010) par exemple a avancé que « dans le quotidien concernant la lutte contre la pauvreté, les stratégies sociales ont été plus privilégiées jusque-là par les acteurs du secteur. Cette pauvreté permanente, s'explique encore davantage par les faits que par exemple la sécurité alimentaire n'a pu intéresser les acteurs qu'à 1,7 % (en terme d'importance de développement) seulement et les stratégies économique financières à 11,7 %. Il conclut que les raisons explicatives des différents choix par rapport à telle ou telle catégorie des stratégies de lutte dépendent plus des agendas stratégiques et personnels des PTFs que de ceux des acteurs à la base.

S'agissant de la mesure de la performance de ces stratégies de lutte L'examen des résultats, sur les scores des composantes principales retenues avec ACP et sur les statistiques des indices partiels et globaux de ces composantes de performance des stratégies de lutte selon les milieux atteste que le niveau de performance d'organisation des ressources et de leur efficacité (composante 1) a été mesuré à 31,4 % en milieu rural contre 28 % en ville. Quant à l'impact des stratégies, ce pourcentage est de 20 en milieu rural contre 7,8 en milieu urbain. Le niveau (%) d'impact pour le changement et pérennisation est de 34,8 en milieu rural contre 28,7 en ville quand celui relatif à la durabilité culturelle est de 25,6 % au village contre 40,4 en ville. Globalement les pourcentages accordés par les responsables atteignent 61,2 % pour le milieu rural contre 51,9 % pour le milieu urbain quand pour les clients pauvres ruraux c'est 7,66 % pour le milieu rural contre 10,91 % pour la ville. Donc le niveau global (%) de performance des stratégies de lutte contre la pauvreté au Madagascar est de 27,3 % dont 27,9 % en milieu rural contre 26,2 % en ville.

4. Conclusion

En conclusion, les stratégies de lutte contre la pauvreté mises en œuvre par les ONG malgaches à Madagascar, ainsi que leur prépondérance et l'évaluation de leur performance dans une perspective dualiste entre le milieu rural et le milieu urbain. À travers des initiatives telles que la microfinance, l'accès à l'éducation, la formation professionnelle, les services de santé et le développement communautaire, les ONG ont démontré leur capacité à répondre aux besoins immédiats des communautés vulnérables tout en cherchant à promouvoir des solutions durables. De nombreux résultats ont été enregistrés, reflétant la réalité observée concernant l'opérationnalisation de ces stratégies. Après avoir testé les outils d'évaluation de



la performance de ces stratégies (tests de viabilité, de fiabilité, etc.), une analyse en composantes principales (ACP) a été réalisée, accompagnée d'autres tests tels que le test du Khi-deux, l'analyse de la variance et le calcul d'indices partiels et globaux. Ces analyses ont confirmé que le niveau de performance des stratégies de lutte contre la pauvreté était faible dans l'ensemble, avec des résultats parfois très faibles dans certaines zones. La première hypothèse de ce chapitre a été validée à l'issue de l'analyse des données, tandis que la deuxième a été légèrement ajustée concernant la prépondérance des stratégies de lutte, révélant que ce sont les stratégies socio-environnementales qui dominent, et non les stratégies sociales initialement supposées. De plus, un réajustement a été nécessaire concernant la différenciation de la performance entre les milieux rural et urbain, car les performances y sont presque équivalentes. Les perspectives de divers auteurs ont été mobilisées pour confirmer ou réajuster ces hypothèses de recherche. L'évaluation de la performance des ONG révèle ainsi un paradoxe : leur flexibilité et leur proximité avec les communautés leur confèrent un rôle unique, mais leur dépendance aux financements externes et leur échelle souvent limitée freine leur capacité à transformer structurellement les conditions de vie. Pour surmonter ces obstacles, une approche plus intégrée, impliquant une collaboration renforcée avec les gouvernements, le secteur privé et les communautés locales, semble nécessaire. De plus, une évaluation rigoureuse et continue des impacts, basée sur des indicateurs clairs, pourrait permettre d'ajuster les stratégies en temps réel et d'optimiser les ressources disponibles. Enfin, la prise en compte des spécificités culturelles et économiques des contextes locaux reste cruciale pour garantir la pertinence et l'efficacité des interventions. Mais Dans quelle mesure une collaboration accrue entre ONG, gouvernements et secteur privé pourrait-elle pallier les limites structurelles actuelles et favoriser des solutions systémiques à la pauvreté ?

Bibliographie

1. Banerjee, a. (2015).
2. Cling, J.-P. R. (2003). *Les stratégies de réduction de la pauvreté à Madagascar*.
3. Cling, J.-P. R. (2018). *Les stratégies de réduction de la pauvreté à Madagascar* .
4. Godinot. (2010). *Eradiquer la misère: Démocratie, Mondialisation et Droits de l'Homme*. Paris/france: PUF.
5. Hamuli., & Shuku, M. e. (2003). *La société civile congolaise/Etat de lieux et perspectives-*. Bruxelles: Colophon-ASBL.
6. Madagascar-Tribune. (2025). Actualités sur les catastrophes climatiques.
7. mondiale, B. (2023).
8. mondiale., B. (2023). *Madagascar - Vue d'ensemble* .
9. Montclos, P. d. (2013). *Les ONG et la mesure du développement : entre performance et communication*. Revue Tiers Monde.
10. Pérouse de Montclos, M.-A. (2013). *Les ONG et la mesure du développement : entre performance et communicatio*. Revue Tiers Monde.
11. Rakotomalala, R. e. (2020). *Gestion communautaire et lutte contre la pauvreté à Madagascar*.
12. Rakotomalala, R. e. (2020). *Gestion communautaire et lutte contre la pauvreté à Madagascar* . Journals.openedition.org.
13. Randriamanampisoa. (2019). *Microcrédit et lutte contre la pauvreté en milieu rural malgache : une analyse par les capacités*.
14. Razafindrakoto, M. &. (2003). *Croissance et pauvreté à Madagascar : un aperçu de la dernière décennie*.
15. Razafindrakoto, M. R. (2017). *La pauvreté urbaine à Madagascar : dynamique, déterminants et politiques* ».
16. Razafindrakoto, M. R.-M. (2017). *La pauvreté urbaine à Madagascar : dynamique, déterminants et politiques*.
17. UNICEF. (2023). *Politiques sociales*.